



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-20554>

Département(s) de publication : **45**

Annonce n° **24-20554**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Orléans Métropole

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville d'Orléans

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Marché de conseils juridiques (5 lots)

**Description** : La présente consultation porte sur des marchés de conseils juridiques et donneront lieu à des accords-cadres à bon de commandes, allotis et reconductibles. Cette consultation est passée dans le cadre du groupement de commande composé de la Métropole &quot;Orléans Métropole&quot; (coordonnateur) et la Ville d'Orléans (article 1 du règlement de la consultation)

**Identifiant de la procédure** : 152efe08-1220-4490-882d-ec24bf636d79

**Identifiant interne** : M24A0034

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : No

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79100000 Services juridiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

#### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre :** 5

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés :** 3

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : « Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Lot : LOT-0001

**Titre :** Montages, contrats et situations juridiques complexes

**Description :** Les prestations sont réglées par prix unitaires. Ces prestations sont listées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et détaillées dans le CCTP. Les prestations donneront lieu, à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de 50 000 euro(s) par période et par entité

**Identifiant interne :** 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

#### 5.1.4 Renouvellement

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa notification. L'accord-cadre est reconductible de manière tacite, dans les conditions définies au Ccap, 1 fois pour une durée de deux ans, soit une durée maximale de 4 ans

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description :** En lien avec la fin de validité du présent marché

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

### **Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires :** => Accès au dossier de la consultation, renseignements complémentaires et modalités de remise des offres par voie électronique : <http://marchespublics.orleans.fr/accueil.htm> => La transmission des offres et questions, par mail, n'est pas autorisée. => Négociation : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats (conditions fixées dans le règlement de la consultation). => L'acheteur vérifie l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats. => Sous-pondération du critère "valeur technique est appréciée au regard du cadre de mémoire technique" (60%) - 1 : pertinence des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 1 du mémoire technique (50%), - 2 : pertinence de la méthodologie et organisation du travail proposées pour l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 2 du mémoire technique (50%)

#### **5.1.9 Critères de sélection**

##### **Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - Un formulaire Dc1 ou une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 du Ccp et notamment qu'il est en règles au regard des articles L. 5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; Un formulaire synthétique de déclaration sur l'honneur est disponible sur le site Orléans et sa métropole (<http://www.orleans-metropole.fr/135/marches-publics.htm>) mais le candidat peut produire ses propres documents. - Formulaire Dc1 ou lettre de candidature en cas de candidature groupée

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

##### **Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

##### **Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du marché public. Le niveau minimal de capacité lié et proportionné à l'objet du présent marché requis correspond à la qualification professionnelle des personnes habilitées à exercer l'activité de consultation juridique telle que prévue par la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 ; - Références de moins de 3 ans dans la

matière juridique constituant le(s) lot(s) concernés par la candidature, indiquant le montant, la date, la problématique juridique abordée, les services délivrés et le statut des personnes destinataires (public ou privé) rendues anonymes dans le respect des règles déontologiques des personnes qui sont autorisées à pratiquer les activités de consultation juridique à titre habituel et rémunéré. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une description des moyens matériels et de l'équipement technique (notamment informatiques et documentaires) dont le candidat disposera pour la réalisation de la prestation ; La loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 réglemente, dans son Titre II, les activités de consultation juridique. L'article 54 pose le principe de l'impossibilité de donner des consultations juridiques pour autrui à titre habituel et rémunéré à défaut de remplir certaines conditions. Les articles 54 et 55 de cette loi déterminent les conditions générales d'aptitude et de compétence, ainsi que les obligations d'assurance, de garanties financières et de respect du secret professionnel que doivent remplir les personnes qui sont autorisées à pratiquer ces activités à titre habituel et rémunéré. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit. En cas de groupement, chaque membre devra fournir tous les documents requis des candidats. Toutefois, l'appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières est globale il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises. Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents susvisés

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique (sous-pondération détaillée dans les renseignements complémentaires)

Pondération (points, valeur exacte) : 60

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** Le prix est apprécié au regard du montant total du détail quantitatif et estimatif

Pondération (points, valeur exacte) : 40

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** FRA

**Adresse des documents de marché :** [https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1422465,](https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1422465)

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1422465>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 15/03/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 MONTH

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date/heure :** 15/03/2024 à 14:30

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Requise

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif d'Orléans

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif d'Orléans

#### 5.1 Lot : LOT-0002

**Titre :** Ressources humaines

**Description :** Les prestations sont réglées par prix unitaires. Ces prestations sont listées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et détaillées dans le CCTP. Les prestations donneront lieu, à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de 30 000 euro(s) par période et par entité

**Identifiant interne :** 2

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

#### 5.1.4 Renouvellement

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa notification. L'accord-cadre est reconductible de manière tacite, dans les conditions définies au Ccap, 1 fois pour une durée de deux ans, soit une durée maximale de 4 ans

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description :** En lien avec la fin de validité du présent marché

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires :** => Accès au dossier de la consultation, renseignements complémentaires et modalités de remise des offres par voie électronique : <http://marchespublics.orleans.fr/accueil.htm> => La transmission des offres et questions, par mail, n'est pas autorisée. => Négociation : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats (conditions fixées dans le règlement de la consultation). => L'acheteur vérifie l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats. => Sous-pondération du critère "valeur technique est appréciée au regard du cadre de mémoire technique" (60%) - 1 : pertinence des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 1 du mémoire technique (50%), - 2 : pertinence de la méthodologie et organisation du travail proposées pour l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 2 du mémoire technique (50%)

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - Un formulaire Dc1 ou une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 du Ccp et notamment qu'il est en règles au regard des articles L. 5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; Un formulaire synthétique de déclaration sur l'honneur est disponible sur le site Orléans et sa

métropole (<http://www.orleans-metropole.fr/135/marches-publics.htm>) mais le candidat peut produire ses propres documents. - Formulaire Dc1 ou lettre de candidature en cas de candidature groupée

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du marché public. Le niveau minimal de capacité lié et proportionné à l'objet du présent marché requis correspond à la qualification professionnelle des personnes habilitées à exercer l'activité de consultation juridique telle que prévue par la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 ; - Références de moins de 3 ans dans la matière juridique constituant le(s) lot(s) concernés par la candidature, indiquant le montant, la date, la problématique juridique abordée, les services délivrés et le statut des personnes destinataires (public ou privé) rendues anonymes dans le respect des règles déontologiques des personnes qui sont autorisées à pratiquer les activités de consultation juridique à titre habituel et rémunéré. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une description des moyens matériels et de l'équipement technique (notamment informatiques et documentaires) dont le candidat disposera pour la réalisation de la prestation ; La loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 régleme, dans son Titre II, les activités de consultation juridique. L'article 54 pose le principe de l'impossibilité de donner des consultations juridiques pour autrui à titre habituel et rémunéré à défaut de remplir certaines conditions. Les articles 54 et 55 de cette loi déterminent les conditions générales d'aptitude et de compétence, ainsi que les obligations d'assurance, de garanties financières et de respect du secret professionnel que doivent remplir les personnes qui sont autorisées à pratiquer ces activités à titre habituel et rémunéré. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit. En cas de groupement, chaque membre devra fournir tous les documents requis des candidats. Toutefois, l'appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières est globale il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises. Conformément aux dispositions

du Code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents susvisés

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique (sous-pondération détaillée dans les renseignements complémentaires)

Pondération (points, valeur exacte) : 60

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** Le prix est apprécié au regard du montant total du détail quantitatif et estimatif

Pondération (points, valeur exacte) : 40

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** FRA

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1422465>,

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1422465>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 15/03/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 MONTH

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date/heure :** 15/03/2024 à 14:30

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Requise

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif d'Orléans

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif d'Orléans

**5.1 Lot : LOT-0003**

**Titre :** Urbanisme réglementaire et application du droit des sols

**Description :** Les prestations sont réglées par prix unitaires. Ces prestations sont listées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et détaillées dans le CCTP. Les prestations donneront lieu, à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de 30 000 euro(s) par période et par entité

**Identifiant interne :** 3

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**5.1.4 Renouvellement**

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa notification. L'accord-cadre est reconductible de manière tacite, dans les conditions définies au Ccap, 1 fois pour une durée de deux ans, soit une durée maximale de 4 ans

**5.1.6 Informations générales**

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description :** En lien avec la fin de validité du présent marché

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires :** => Accès au dossier de la consultation, renseignements complémentaires et modalités de remise des offres par voie électronique : <http://marchespublics.orleans.fr/accueil.htm> => La transmission des offres et questions, par mail, n'est pas autorisée. => Négociation : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats (conditions fixées dans le règlement de la consultation). => L'acheteur vérifie l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats. => Sous-pondération du critère "valeur technique est appréciée au regard du cadre de mémoire technique" (60%) - 1 : pertinence des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 1 du mémoire technique (50%), - 2 : pertinence de la méthodologie et organisation du travail proposées pour l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 2 du mémoire technique (50%)

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - Un formulaire Dc1 ou une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 du Ccp et notamment qu'il est en règles au regard des articles L. 5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; Un formulaire synthétique de déclaration sur l'honneur est disponible sur le site Orléans et sa métropole (<http://www.orleans-metropole.fr/135/marches-publics.htm>) mais le candidat peut produire ses propres documents. - Formulaire Dc1 ou lettre de candidature en cas de candidature groupée

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du marché public. Le niveau minimal de capacité lié et proportionné à l'objet du présent marché requis correspond à la qualification professionnelle des personnes habilitées à exercer l'activité de consultation juridique telle que prévue par la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 ; - Références de moins de 3 ans dans la matière juridique constituant le(s) lot(s) concernés par la candidature, indiquant le montant, la date, la problématique juridique abordée, les services délivrés et le statut des personnes destinataires (public ou privé) rendues anonymes dans le

respect des règles déontologiques des personnes qui sont autorisées à pratiquer les activités de consultation juridique à titre habituel et rémunéré. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une description des moyens matériels et de l'équipement technique (notamment informatiques et documentaires) dont le candidat disposera pour la réalisation de la prestation ; La loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 réglemente, dans son Titre II, les activités de consultation juridique. L'article 54 pose le principe de l'impossibilité de donner des consultations juridiques pour autrui à titre habituel et rémunéré à défaut de remplir certaines conditions. Les articles 54 et 55 de cette loi déterminent les conditions générales d'aptitude et de compétence, ainsi que les obligations d'assurance, de garanties financières et de respect du secret professionnel que doivent remplir les personnes qui sont autorisées à pratiquer ces activités à titre habituel et rémunéré. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit. En cas de groupement, chaque membre devra fournir tous les documents requis des candidats. Toutefois, l'appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières est globale il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises. Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents susvisés

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique (sous-pondération détaillée dans les renseignements complémentaires)

Pondération (points, valeur exacte) : 60

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** Le prix est apprécié au regard du montant total du détail quantitatif et estimatif

Pondération (points, valeur exacte) : 40

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** FRA

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1422465>,

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** AW Solutions

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1422465>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 15/03/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 MONTH

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date/heure :** 15/03/2024 à 14:30

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Requise

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif d'Orléans

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif d'Orléans

**5.1 Lot : LOT-0004**

**Titre :** Planification sectorielle, aménagement urbain et action foncière

**Description :** Les prestations sont réglées par prix unitaires. Ces prestations sont listées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et détaillées dans le CCTP. Les prestations donneront lieu, à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de 50 000 euro(s) par période et par entité

**Identifiant interne :** 4

### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

### 5.1.4 Renouvellement

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa notification. L'accord-cadre est reconductible de manière tacite, dans les conditions définies au Ccap, 1 fois pour une durée de deux ans, soit une durée maximale de 4 ans

### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description :** En lien avec la fin de validité du présent marché

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires :** => Accès au dossier de la consultation, renseignements complémentaires et modalités de remise des offres par voie électronique :

<http://marchespublics.orleans.fr/accueil.htm> => La transmission des offres et questions, par mail, n'est pas autorisée. => Négociation : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats (conditions fixées dans le règlement de la consultation). => L'acheteur vérifie l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats. => Sous-pondération du critère "valeur technique est appréciée au regard du cadre de mémoire technique" (60%) - 1 : pertinence des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 1 du mémoire technique (50%), - 2 : pertinence de la méthodologie et organisation du travail proposées pour l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 2 du mémoire technique (50%)

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - Un formulaire Dc1 ou une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 du Ccp et notamment qu'il est en règles au regard des articles L. 5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; Un formulaire synthétique de déclaration sur l'honneur est disponible sur le site Orléans et sa métropole (<http://www.orleans-metropole.fr/135/marches-publics.htm>) mais le candidat peut produire ses propres documents. - Formulaire Dc1 ou lettre de candidature en cas de candidature groupée

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du marché public. Le niveau minimal de capacité lié et proportionné à l'objet du présent marché requis correspond à la qualification professionnelle des personnes habilitées à exercer l'activité de consultation juridique telle que prévue par la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 ; - Références de moins de 3 ans dans la matière juridique constituant le(s) lot(s) concernés par la candidature, indiquant le montant, la date, la problématique juridique abordée, les services délivrés et le statut des personnes destinataires (public ou privé) rendues anonymes dans le respect des règles déontologiques des personnes qui sont autorisées à pratiquer les activités de consultation juridique à titre habituel et rémunéré. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une description des moyens matériels et de l'équipement technique (notamment informatiques et documentaires) dont le candidat disposera pour la réalisation de la prestation ; La loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 régleme, dans son Titre II, les activités de consultation juridique. L'article 54 pose le principe de l'impossibilité de donner des consultations juridiques pour autrui à titre habituel et rémunéré à défaut de remplir certaines conditions. Les articles 54 et 55 de cette loi déterminent les conditions générales d'aptitude et de compétence, ainsi que les obligations d'assurance, de garanties financières et de respect du secret professionnel que doivent remplir les personnes qui sont autorisées à pratiquer ces activités à titre habituel et rémunéré. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit. En cas de groupement, chaque membre devra fournir tous les documents requis des candidats. Toutefois, l'appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières est globale il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises. Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents susvisés

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique (sous-pondération détaillée dans les renseignements complémentaires)

Pondération (points, valeur exacte) : 60

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** Le prix est apprécié au regard du montant total du détail quantitatif et estimatif

Pondération (points, valeur exacte) : 40

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** FRA

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1422465>,

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1422465>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 15/03/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 MONTH

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date/heure :** 15/03/2024 à 14:30

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Requise

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants : 1**

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif d'Orléans

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif d'Orléans

**5.1 Lot : LOT-0005**

**Titre :** Affaires générales et gestion domaniale

**Description :** Les prestations sont réglées par prix unitaires. Ces prestations sont listées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et détaillées dans le CCTP. Les prestations donneront lieu, à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de 50 000 euro(s) par période et par entité

**Identifiant interne :** 5

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**5.1.4 Renouvellement**

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa notification. L'accord-cadre est reconductible de manière tacite, dans les conditions définies au Ccap, 1 fois pour une durée de deux ans, soit une durée maximale de 4 ans

**5.1.6 Informations générales**

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description :** En lien avec la fin de validité du présent marché

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires :** => Accès au dossier de la consultation, renseignements complémentaires et modalités de remise des offres par voie électronique :

<http://marchespublics.orleans.fr/accueil.htm> => La transmission des offres et questions, par mail, n'est pas autorisée. => Négociation : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats (conditions fixées dans le règlement de la consultation). => L'acheteur vérifie l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financières et les capacités techniques et professionnelles des

candidats. => Sous-pondération du critère "valeur technique est appréciée au regard du cadre de mémoire technique" (60%) - 1 : pertinence des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 1 du mémoire technique (50%), - 2 : pertinence de la méthodologie et organisation du travail proposées pour l'exécution des prestations, appréciée au regard du chapitre 2 du mémoire technique (50%)

#### 5.1.9 Critères de sélection

##### **Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - Un formulaire Dc1 ou une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 du Ccp et notamment qu'il est en règles au regard des articles L. 5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; Un formulaire synthétique de déclaration sur l'honneur est disponible sur le site Orléans et sa métropole (<http://www.orleans-metropole.fr/135/marches-publics.htm>) mais le candidat peut produire ses propres documents. - Formulaire Dc1 ou lettre de candidature en cas de candidature groupée

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

##### **Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

##### **Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du marché public. Le niveau minimal de capacité lié et proportionné à l'objet du présent marché requis correspond à la qualification professionnelle des personnes habilitées à exercer l'activité de consultation juridique telle que prévue par la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 ; - Références de moins de 3 ans dans la matière juridique constituant le(s) lot(s) concernés par la candidature, indiquant le montant, la date, la problématique juridique abordée, les services délivrés et le statut des personnes destinataires (public ou privé) rendues anonymes dans le respect des règles déontologiques des personnes qui sont autorisées à pratiquer les activités de consultation juridique à titre habituel et rémunéré. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une description des moyens matériels et de l'équipement technique (notamment informatiques et documentaires) dont le candidat disposera pour la réalisation de la prestation ; La loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 règlemente, dans son Titre II, les activités de

consultation juridique. L'article 54 pose le principe de l'impossibilité de donner des consultations juridiques pour autrui à titre habituel et rémunéré à défaut de remplir certaines conditions. Les articles 54 et 55 de cette loi déterminent les conditions générales d'aptitude et de compétence, ainsi que les obligations d'assurance, de garanties financières et de respect du secret professionnel que doivent remplir les personnes qui sont autorisées à pratiquer ces activités à titre habituel et rémunéré. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit. En cas de groupement, chaque membre devra fournir tous les documents requis des candidats. Toutefois, l'appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières est globale il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises. Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents susvisés

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique (sous-pondération détaillée dans les renseignements complémentaires)

Pondération (points, valeur exacte) : 60

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** Le prix est apprécié au regard du montant total du détail quantitatif et estimatif

Pondération (points, valeur exacte) : 40

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** FRA

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1422465>,

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** AW Solutions

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1422465>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 15/03/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 MONTH

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date/heure :** 15/03/2024 à 14:30

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Requise

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif d'Orléans

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif d'Orléans

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Avenue-Web Systèmes

**Numéro d'enregistrement :** 443928874

**Ville :** Seyssinet-Pariset

**Code postal :** 38170

**Pays :** France

**Adresse électronique :** publications-joue@aws-france.com

**Téléphone :** +33480041260

**Rôles de cette organisation :**

**TED eSender**

#### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Orléans Métropole

**Numéro d'enregistrement :** 24450046800040

**Adresse postale :** Espace Saint Marc 5 place du 6 juin 1944, Cs 95801

**Ville :** Orléans

**Code postal :** 45058

**Pays :** France

**Point de contact :** Le President

**Adresse électronique :** [marches.publics@orleans-metropole.fr](mailto:marches.publics@orleans-metropole.fr)

**Téléphone :** 0238784030

**Adresse internet :** <http://www.orleans-metropole.fr>

**Profil de l'acheteur :** <http://marches-publics.orleans.fr/accueil.htm>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Chef de groupe**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal administratif d'Orléans

**Numéro d'enregistrement :** 178191

**Adresse postale :** 28 rue de la Bretonnerie

**Ville :** Orléans

**Code postal :** 45057

**Pays :** France

**Adresse électronique :** [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

**Téléphone :** 0238775900

**Télécopieur :** 0238538516

**Adresse internet :** <http://orleans.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel :** Tribunal administratif d'Orléans

**Numéro d'enregistrement :** 379164

**Adresse postale :** 28 rue de la Bretonnerie

**Ville :** Orléans

**Code postal :** 45057

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-orleans@juradm.fr

**Téléphone :** 0238775900

**Télécopieur :** 0238538516

**Adresse internet :** <http://orleans.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

#### 8.1 ORG-0005

**Nom officiel :** Ville d'Orléans

**Numéro d'enregistrement :** 1629737

**Ville :** Orléans

**Code postal :** 45040

**Pays :** France

**Adresse électronique :** marches.publics@orleans-metropole.fr

**Téléphone :** 0238792222

**Profil de l'acheteur :** <http://marches-publics.orleans.fr/accueil.htm>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis :** a2495807-797f-4a4f-bf11-190de697c66e - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 19/02/2024 à 15:11

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 19/02/2024